EDITORIAL

BILINGUALISM AND THE CANADIAN ANAESTHETISTS' SOCIETY

ON THE OCCASION of the Annual Meeting of the Canadian Anaesthetists' Society in May, 1962, at Montebello, the Council of the Society met twice and, at each meeting, the question was raised of making a greater use of the French language in the Society Journal, on official Society documents such as programmes, during verbal proceedings, on receipts, membership cards, and so on.

During the meeting of the new Council for 1962-63, Dr. Harold Griffith made a motion which was seconded by the retiring president, Dr. R. Gilbert, the motion proposing that Council adopt a policy of bilingualism in the affairs of the Society. This motion did not meet with opposition and was unanimously adopted. I must admit that this gesture on the part of our English-speaking colleagues from Montreal caught me unawares, but it gave me great pleasure, because it signified, on their part, not only the acceptance and support of the policy practised in the province of Quebec, but also the wish to see this policy spread throughout the country.

On the part of the Council members representing all the provinces of Canada, the unanimous adoption of the Griffith motion showed the maturity and consideration of these fellow-members, their wish to see our Society progress in peace, and the solid union of all members. This example of such favourable understanding, in these times when disturbances are surging up on all sides, is a pledge of success and of hope for the members of our specialty, and I ardently hope that it may find imitators among the other professions of our country. This is the wish that was expressed by Dr. Halpenny, the President of the Canadian Medical Association, while addressing the General Practitioners:

Canadian medicine is going to become considerably richer when our English- and French-speaking doctors will work side by side with understanding and mutual support. It is a precious right for Canada to possess two official languages and I greatly fear that we English are slow to appreciate this wealth. I have the firm conviction that our two languages constitute a legal heritage for every Canadian citizen. In medicine, if one wishes to realize true unity and true professional understanding, it is only through bilingualism that we will be able to achieve it.

At the same time, the practical application of such a policy raises numerous problems, especially for the Secretary-Treasurer, Dr. S. M. Campbell, and the Editor-in-Chief of our *Journal*, Dr. R. A. Gordon. I do not forget in the least Miss Campbell, our devoted secretary, already burdened with work. All have accepted with good grace this new load of work and problems. This acceptance, with a smile on their part, of an increase in the work is a sign and a pledge of goodwill for our organization, and demonstrates their wish to achieve this ideal; on behalf of my French-speaking companions and myself, I convey to them all our gratitude.

The nomination of Dr. A. Jacques from Quebec City to the Editorial Board of our *Journal* is welcomed. He will bring us not only some ideas and new blood

but also, we hope, some French articles for publication. Dr. Jacques replaces Dr. Louis Lamoureux, who has fulfilled this function for the past eight years.

I take this opportunity to invite all those who have work in progress, or the results of work, to use the pages of our Journal to relate their scientific progress to the medical profession—not only to Canadian doctors, but to those of many countries. *The Canadian Anaesthetists' Society Journal* has subscribers in twenty-five countries, and the number is always increasing.

LÉON LONGTIN

EDITORIAL

LE BILINGUISME ET LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES ANESTHÉSISTES

A L'OCCASION de l'assemblée annuelle de la Société Canadienne des Anesthésistes en mai 1962, à Montebello, le conseil de la Société s'est réuni deux fois et, à chacune des réunions, s'est posée la question de faire un plus grand usage de la langue française dans le journal de la Société, sur les documents officiels de la Société tels que les programmes, les procès-verbaux, les reçus, les cartes de membres, etc.

Au cours de la réunion du nouveau conseil 1962-63, le docteur H. Griffith a présenté une motion qui a été appuyée par le président sortant de charge, le docteur Gilbert, motion suggérant au conseil d'adopter une politique de bilinguisme dans les affaires de la Société. Cette motion n'a pas rencontré d'opposition et, c'est à l'unanimité qu'elle a été adoptée. Je dois avouer que ce geste de la part de nos confrères de langue anglaise de Montréal m'a pris au dépourvu, mais il m'a fait un grand plaisir, car il signifiait, de leur part, non seulement l'acceptation et le support de la même politique en pratique dans la province de Québec, mais aussi le désir de voir cette politique s'étendre à tout le pays.

De la part des membres du conseil représentant toutes les provinces du Canada, l'adoption à l'unanimité de la motion Griffith a bien montré la maturité et la réflexion de ces confrères, leur désir de voir notre société progresser dans la paix et l'union solide de tous ses membres. L'exemple d'une si belle compréhension, en ces temps où les troubles surgissent de toutes parts, est un gage de succès et d'espoir pour les membres de notre spécialité, et je souhaite ardemment que cet exemple trouve des imitateurs parmi les autres professionnels du pays. C'est le vœu qu'exprimait le président de l'Association Médicale Canadienne, le docteur Halpenny, en s'adressant aux praticiens généraux:

La médecine canadienne va s'enrichir considérablement lorsque nos médecins de langue anglaise et de langue française travailleront côte à côte avec une compréhension et un soutien mutuels. C'est un droit précieux pour le Canada de posséder deux langues officielles et je crains fort que nous, Anglais, avons tardé à apprécier cette richesse. J'ai la ferme conviction que nos deux langues constituent un héritage légal pour tout sujet canadien. En médecine, si l'on veut réaliser une vraie unité et une vraie compréhension professionnelles, ce n'est que par le bilinguisme que nous l'obtiendrons.

Toutefois, l'application pratique d'une telle politique pose des problèmes nombreux et, plus spécialement, au secrétaire le docteur S. M. Campbell et au rédacteur en chef de notre journal le docteur R. A. Gordon.

Je n'oublie pas, non plus, Mademoiselle Campbell, notre dévouée secrétaire, déjà débordée d'ouvrage. Tous ont accepté de bonne grâce ce nouvel apport d'ouvrage et de problèmes. Cette acceptation, avec un sourire de leur part, d'un surcroît d'ouvrage est un signe et un gage d'amitié pour notre groupe, et manifeste bien leur désir de réaliser cet idéal; au nom de mes compatriotes de langue française et au mien, je tiens à leur exprimer ici toute notre gratitude.

La nomination d'un confrère de la ville de Québec sur le comité de rédaction

de notre journal: il s'agit du docteur. A. Jacques, remplaçant le docteur Louis Lamoureux qui a rempli cette fonction pendant 8 ans, nous apportera non seulement des idées et du sang nouveaux mais, aussi, nous y comptons bien, des articles français à publier; bienvenue au docteur A. Jacques.

Je profite de cette occasion pour inviter tous ceux qui ont des travaux en cours, ou des résultats de travaux, à recourir aux pages de notre journal pour faire connaître à la profession médicale le progrès scientifique et cela, pas seulement aux médecins canadiens, mais à ceux de plusieurs pays, car le *Journal de la Société Canadienne des Anesthésistes* compte des abonnés dans vingt-cinq pays, et le nombre grandit toujours.

LÉON LONGTIN